

# IMPACT DU SOUS-FINANCEMENT DE L'EDUCATION SUR L'EPARGNE ET LA PAUVRETE AU KONGO-CENTRAL<sup>1</sup>

## IMPACT OF UNDERFINANCING OF EDUCATION ON SAVINGS AND POVERTY IN KONGO-CENTRAL

**Gloire MANSESA KIAKUMBA**

Enseignant chercheur à l'Université Kongo à Mbanza-Ngungu et à l'Institut Supérieur  
Pédagogique de Matadi à Matadi (RDC)

Doctorant à l'Université de Kinshasa

Centre de Recherche et d'Etudes Prospectives (CREP) de Brazzaville

Centre de Recherche Interdisciplinaire Pédagogique de Matadi (CRIPM)

[gloirena@gmail.com](mailto:gloirena@gmail.com)

**Date de soumission :** 09/01/2024

**Date d'acceptation :** 05/03/2024

**Pour citer cet article :**

MANSESA KIAKUMBA. G. (2024) «IMPACT DU SOUS-FINANCEMENT DE L'EDUCATION SUR  
L'EPARGNE ET LA PAUVRETE AU KONGO-CENTRAL», Revue Internationale du chercheur «Volume 5 :  
Numéro 1» pp : 670-696.

---

<sup>1</sup> Cet article est tiré de notre thèse de doctorat (en préparation à l'Université de Kinshasa en RDC). Cette rédaction bénéficie du concours d'un comité scientifique composé de : Professeur Mvudi Matingu, Professeur Lututala Mumpasi et Professeur Bosonga Bofeki, tous de l'Université de Kinshasa. Nous leur témoignons notre reconnaissance. Les éventuelles erreurs qui pourraient glisser de cet article n'engagent que son auteur.

## Résumé

L'objectif de cette étude est d'évaluer l'impact du sous-financement de l'éducation sur la faiblesse de l'épargne, puis sur la pauvreté. Pour atteindre cet objectif, nous avons recouru aux données primaires, au moyen d'une enquête menée auprès de 402 ménages de la Province du Kongo-Central en République Démocratique du Congo. Le questionnaire utilisé pour la collecte des données a été principalement inspiré de l'enquête 1-2-3, de l'étude de Mansesa Kiakumba (2007) sur la problématique de l'épargne dans le Kongo-Central et de l'étude de Mansesa Kiakumba (2013) sur l'épargne et bien-être des ménages. L'analyse économétrique montre que l'épargne placée, la taille du ménage, la situation géographique du ménage, l'emprunt, le niveau d'éducation et la perception du chef de ménage en ce qui concerne son activité principale sont déterminants de la pauvreté. L'analyse d'évaluation d'impact a permis de constater que l'éducation exerce un impact sur l'épargne et la pauvreté. L'épargne placée dans le secteur formel réduit la proportion des pauvres de 20,17%.

**Mots clés.** Education ; Epargne placée ; Epargne thésaurisée ; Pauvreté ; Kongo-Central.

## Abstract

The objective of this study is to assess the impact of underfinancing of education on low savings, then on poverty. To achieve this objective, we used primary data, through a survey conducted among 402 households in the Kongo-Central Province in the Democratic Republic of Congo. The questionnaire used for data collection was mainly inspired by the 1-2-3 survey, the study by Mansesa Kiakumba (2007) on the problem of savings in Kongo-Central and the study by Mansesa Kiakumba (2013) on savings and household well-being. The econometric analysis shows that invested savings, household size, geographic location of the household, borrowing, level of education and perception of the head of household with regard to his main activity are determinants of poverty. . The impact evaluation analysis found that education has an impact on savings and poverty. Savings placed in the formal sector reduce the proportion of poor people by 20.17%.

**Keywords.** Education ; Savings placed; Hoarded savings; Poverty ; Kongo-Central.

## Introduction

Mettre fin à la pauvreté, sous toutes ses formes, d'ici 2030 est le premier objectif de développement durable (ODD1) des Nations Unies (Atchi K., 2022). Suivant Konde Konde J.P. (2020), la littérature sur la pauvreté distingue trois écoles de pensées : l'approche monétaire, l'approche par les besoins de base et l'approche par les capacités. D'après l'approche monétaire, la pauvreté est définie en termes de niveau de revenu en dessous duquel on peut dire qu'une personne est pauvre (Nemoyato J.P., 2022).

Dressant un portrait global des coûts économiques liés à la pauvreté, le Conseil National du Bien-Etre Social (CNBS) du Canada a distingué trois coûts liés à la pauvreté (Alain Dumas, 2019). Il s'agit de coûts directs, coûts indirects et coûts pour la société. Entrent dans les coûts directs : les transferts sociaux (aide sociale, divers crédits d'impôt modulés selon le revenu de travail, etc.) et les services directs aux personnes pauvres. Les coûts indirects, par contre, sont liés aux effets de la pauvreté tel le recours accru aux salles d'urgence, aux services de police, aux tribunaux, à l'orthopédagogie et à d'autres services spécialisés. Enfin, les coûts pour la société comprennent la perte de contribution potentielle à l'économie et les coûts de santé et de problèmes sociaux.

L'Organisation Mondiale de la Santé a montré que la pauvreté a des conséquences dramatiques sur la santé des enfants, et que cela explique le décrochage scolaire et toutes les difficultés socio-économiques qui s'en suivent, comme celle de s'insérer dans la vie active du travail. Ainsi, il est important de réduire tant soit peu la pauvreté, par-là, ses coûts et conséquences pour la société. Mansesa Kiakumba G. (2023) montre que la pauvreté des ménages est l'une des causes du taux de non scolarisation et met en évidence les apports de l'épargne et de l'emprunt dans l'analyse de l'éducation.

D'après Adam Smith, l'accumulation du capital dépend du goût pour l'épargne. L'épargne est considérée aujourd'hui comme l'un des moteurs du développement. Que l'on agisse au niveau local, national, global ou international, l'épargne reste la clé du financement du développement (Fernand V, 1994). L'épargne rend possible l'investissement, et l'investissement permet la production. Cette production crée des revenus. Si les revenus sont bien utilisés, il en résulte une amélioration du bien-être, un développement économique.

L'épargne bien investie crée un processus de renforcement du capital et de reproductibilité de l'épargne, donc un effet « boule de neige » qui entraîne le développement et réduit la

pauvreté. En effet, il y a un système rétroactif par lequel l'épargne finance l'investissement, l'investissement permet la production, cette production crée le revenu (rémunération de facteurs de production) et celui-ci finance l'épargne. Une augmentation du niveau de l'épargne accroît le revenu de manière significative. Lorsque le revenu augmente, le bien-être collectif est amélioré et il s'en suit le développement (Mansesa G, 2013).

Dans cette condition, la problématique de la présente étude s'articule autour des questions suivantes :

- Quels sont les déterminants de la pauvreté au Kongo-Central ? et
- Quel est l'impact du sous-financement de l'éducation sur la faiblesse de l'épargne et la pauvreté ?

Nous formulons les hypothèses suivantes :

H1. Les déterminants de la pauvreté au Kongo-Central sont : le sous-financement de l'éducation, la faiblesse de l'épargne, le manque de perspectives entrepreneuriales, l'âge du chef de ménage, le nombre d'enfants à l'âge de travailler qui sont sans emploi, la non appartenance à un réseau déterminent la pauvreté des ménages ;

H2. Le sous-financement de l'éducation conduirait à la précarité de l'emploi (si l'emploi est précaire, cela) qui conduit à la faiblesse de l'épargne, (puisque l'épargne dépend essentiellement du revenu) qui conduit à la pauvreté monétaire.

L'objectif de ce papier est d'évaluer l'impact du sous-financement de l'éducation sur la faiblesse de l'épargne, puis sur la pauvreté, et d'examiner la situation de la pauvreté au Kongo-Central.

Sur le plan méthodologique, cet article utilise les données primaires issues de l'enquête de terrain par questionnaire que nous avons réalisé auprès des 402 ménages de la Province du Kongo-Central. Le tirage de cet échantillon est fait de manière aléatoire. Les données ainsi collectées ont fait l'objet d'une analyse statistique descriptive et économétrique. L'analyse économétrique utilise le modèle logit à cause de la nature de la variable dépendante qui est binaire. Cet article est structuré de la manière suivante : l'introduction ; la revue de la littérature sur la pauvreté; la méthodologie ; l'impact de l'éducation sur l'épargne et la pauvreté et la conclusion.

## 1. Revue de littérature sur la pauvreté

### 1.1. Mesures de la pauvreté monétaire

Pour Jonas Kibala (2020), mesurer la pauvreté c'est d'une part identifier qui est pauvre, et d'autre part, c'est répondre à la question de savoir combien de types de pauvreté existe-t-il ?

Ainsi, d'après la Banque Mondiale, sortir de la pauvreté passe exclusivement par un accroissement des revenus (Martin B. 2012). L'approche monétaire s'appuie sur les revenus et/ ou la consommation. L'un des indicateurs de mesure de la pauvreté monétaire est le taux de vulnérabilité économique.

En effet, la vulnérabilité est liée aux méthodes et stratégies dont dispose un ménage de s'adapter aux chocs exogènes susceptibles de réduire son niveau de vie. La Banque Mondiale définit la vulnérabilité comme « la probabilité qu'un choc entraîne une réduction du bien-être d'un individu ». Elle est estimée à partir des données sur les dépenses de consommation du ménage. Le taux de vulnérabilité économique du ménage c'est la part des dépenses alimentaires sur les dépenses totales (INS, 2016). Cet indicateur est basé sur le postulat que « *plus la part du budget consacrée aux aliments a de l'importance au sein du budget d'un ménage (relativement aux autres biens/services consommés), plus le ménage est vulnérable économiquement* ».

Ce raisonnement corrobore la pensée de Engel sur la consommation. En effet, Engel trouve que : la proportion consacrée au logement, à l'habillement, à l'éclairage et au chauffage reste constante en fonction du revenu ; la proportion consacrée aux dépenses alimentaires diminue au fur et à mesure que le revenu augmente et inversement ; la proportion allouée aux autres dépenses (santé, éducation, loisirs, produits de luxes) augmente si le revenu augmente et inversement.

La vulnérabilité peut être traduite en termes d'appauvrissement de l'individu, bien que tous les individus n'aient pas les mêmes possibilités de faire face à une même menace. En effet, un pauvre est plus vulnérable qu'un non-pauvre, ne disposant pas de moyens suffisants pour faire face à un choc (Akhenaton IZU, 2016).

Suivant le rapport de l'enquête E-QUIBB réalisée en 2016 en RDC, cet indicateur permet de définir quatre types de ménage :

- Les ménages capables de satisfaire leurs besoins alimentaires et non-alimentaires sans recourir à des stratégies d'adaptation atypique. Ces ménages ont un taux de vulnérabilité de moins de 50%. Ils ne sont pas considérés pauvres ;
- Les ménages qui ont une consommation alimentaire tout juste adéquate sans recourir à des stratégies d'adaptation irréversibles. Ces ménages ne peuvent pas se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles. Le taux de vulnérabilité ici est compris entre 50 et 65%. Un ménage qui est dans cette fourchette n'est pas considéré pauvre ;
- Les ménages qui ont une consommation alimentaire déficiente ou qui ne peuvent pas satisfaire leurs besoins alimentaires minimaux sans recourir à des stratégies d'adaptation irréversibles. Le taux de vulnérabilité est compris entre 65 et 75%, ce ménage est considéré pauvre.
- Les ménages qui ont une consommation alimentaire très déficiente ou qui connaissent une perte importante de leurs moyens de subsistance qui vont conduire à des déficits importants dans leurs consommations alimentaires ou pire. Ces ménages ont un taux de vulnérabilité de plus de 75%.

Faisant un rapprochement entre la pauvreté et la vulnérabilité, Abdallah et Amouzouvi, (2007) cité par Akhenaton IZU, (2016) ont distingué quatre types de pauvreté qui sont :

- La vulnérabilité à la pauvreté monétaire : *celle-ci indique le risque que le ménage tombe dans la pauvreté du fait d'un niveau de vie en dessous du seuil de pauvreté ;*
- La vulnérabilité à la pauvreté des conditions de vie : *cette vulnérabilité est traduite par le risque d'être exclu d'un certain mode de vie matériel et culturel. Par exemple, on peut citer la vulnérabilité à l'analphabétisme, la vulnérabilité à la mortalité infantile et juvénile ou aux complications de grossesses ou à la malnutrition, etc ;*
- La vulnérabilité à la pauvreté de potentialité ou de capacités : *un ménage serait dans cette situation s'il n'a pas de capacité à réaliser des ajustements nécessaires pour protéger leur bien-être lorsqu'ils sont exposés à des chocs ou des événements externes défavorables. Cela dépend non seulement des ressources dont il dispose, mais aussi de l'accessibilité et de son aptitude à utiliser de manière efficace ces ressources en vue d'obtenir un revenu, de la nourriture ou d'autres choses essentielles ;*

- La vulnérabilité à la pauvreté humaine : *celle-ci désigne une privation dans le futur des droits sociaux, civiques et l'impossibilité de mener des activités politiques, syndicale et culturelles pour défendre sa situation économique et sociale.*

*Dans le cadre de cette étude, nous utilisons l'approche monétaire de la pauvreté en faisant recours au taux de vulnérabilité économique du ménage. Nous supposons que les ménages pauvres sont ceux qui sont vulnérables du point de vue économique.*

## **1.2. REVUE EMPIRIQUE SUR LES DETERMINANTS DE LA PAUVRETE**

### **1.2.1. Situation des pays étrangers**

Dans son étude sur l'impact de la microfinance sur la pauvreté Alyson Falcucci (2012) trouve que la microfinance impacte la pauvreté de manière indirecte via la croissance et les inégalités, mais aussi de façon directe grâce à un « effet de conduit » (McKinnon, 1973). Pour lui, ces conclusions sont à nuancer, car, comme toute chose, la microfinance connaît certaines limites. Ainsi, la microfinance, avec tous les produits financiers qu'elle regroupe, ne peut être qu'une solution partielle au problème complexe qu'est la pauvreté. Certes, elle est nécessaire, mais pas suffisante. *« Alors, il ne faut pas lui associer des enjeux qui ne lui sont pas destinés, tels que politiques, sociaux ou légaux, car ces attentes disproportionnées la condamneraient à l'échec ».*

Chowdhury et al. (2018) confirme également l'effet significatif de l'inclusion sur la pauvreté, mais qu'elle n'avait pas d'effet sur la redistribution du revenu en Inde. Li et al. (2020) dans leur étude sur l'inclusion financière et pauvreté dans les zones rurales en Chine trouvent que l'inclusion financière joue un rôle indispensable dans la lutte contre la pauvreté, par l'amélioration de l'accès aux services financiers et par la stimulation de l'activité économique dans ces zones.

Dans une analyse sur la microfinance, pauvreté et éducation en Bosnie-Herzégovine, Britta Augstburg et al. (2012) ont trouvé que la microfinance exerce une incidence sur l'épargne et la scolarisation. Pour eux, les emprunteurs soumis à des contraintes de liquidités n'investissent pas les prêts obtenus de la microfinance augmentent leur consommation et donc réduit leur épargne. L'effet de l'inclusion financière passerait sur un bon encadrement des épargnants.

### 1.2.2. Situation en Afrique

Alioune Niang MBAYE (2023) dans son rapport sur l'inclusion financière face au gouffre de la pauvreté et de l'exclusion au Sénégal conclut que l'inclusion financière est l'un des leviers de lutte contre la pauvreté. En effet, la pauvreté peut être atténuée par une inclusion financière en garantissant aux personnes pauvres l'accès à des services financiers. Elle améliore les revenus des ménages, ce qui réduit la probabilité d'exclusion sociale des ménages pauvres.

Diallo B. et Dramani L. (2023) estiment que l'accès équitable aux services financiers est déterminant pour lutter contre la pauvreté et favoriser le développement économique et social au Sénégal. Pour évaluer la pauvreté, ils ont utilisé la méthode d'analyse basée sur les travaux de Dang et Lanjouw (2013). Ensuite, ils ont proposé un modèle empirique qui met en évidence la variable endogène « l'état de pauvreté » ainsi qu'un ensemble de variables d'intérêt pour mesurer l'inclusion financière, et des variables de contrôle. Utilisant le modèle logit, ces auteurs ont mis en évidence une corrélation négative entre l'inclusion financière et la pauvreté, ainsi qu'entre l'épargne et la pauvreté. La pauvreté est positivement corrélée chez les femmes, le milieu rural, le groupe d'âge de [35 ans et plus], ainsi que la taille de ménage. En revanche, l'instruction et le secteur d'activité sont négativement corrélés avec la pauvreté. Cette analyse conclut que l'inclusion financière réduit la probabilité d'être pauvre.

Diallo B. et Dramani L. (2023) soulignent que l'inclusion financière peut également avoir un effet négatif sur la pauvreté dans les cas où les ménages s'endettent pour financer les dépenses de consommation ce qui conduit à des surendettements et à un taux d'intérêt de plus en plus élevé. Il cite, pour ce faire, l'analyse de Anwar et al. (2016) réalisée en Indonésie qui a mis en évidence le fait que l'inclusion financière exerce un effet négatif direct sur la réduction de la pauvreté et un effet positif indirect sur l'investissement, l'emploi et la croissance économique.

Sene. M & al (2023) analyse l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Sénégal à l'aide du modèle Autorégressif à Retards Echelonnés (ARDL), ils trouvent que les indices des inclusions financières ont un impact positif sur le taux du PIB réel. Un accroissement de l'indice d'inclusion financière de 1% améliore le taux de croissance du PIB réel de 0,70%.

Les travaux de Jabir et al. (2017) examinaient l'impact de l'inclusion financière sur la pauvreté chez les ménages à revenu faible dans 35 pays d'Afrique subsaharienne. Exploitant des

données transversales, les auteurs sont parvenus à la conclusion selon laquelle l'inclusion financière exerce un impact significatif sur la réduction de la pauvreté des ménages.

Dans la même logique, Koomson et al. (2020) ont cherché à évaluer l'impact de l'inclusion financière sur la vulnérabilité à la pauvreté des ménages au Ghana. Utilisant l'approche microéconomique par le biais d'une enquête sur les normes de vie au Ghana en 2016 - 2017, ils trouvent que l'amélioration de l'inclusion financière réduirait de 27% la probabilité que les ménages soient pauvres et de 28% leur vulnérabilité à la pauvreté future.

Mohammed et al. (2017), pour leur part, trouvent que dans le contexte des économies émergentes, l'inclusion financière est importante pour les individus aux bas salaires, tels que les personnes en situation de pauvreté. Son étude révèle que l'utilisation de comptes bancaires, d'épargne, de retrait et d'accès au crédit permettait de réduire significativement la pauvreté.

Dans une étude sur la dynamique des inégalités de la pauvreté multidimensionnelle au Burkina Faso, précisément à Ouagadougou, Idrissa OUILI et al. (2020) démontrent que les personnes sont plus pauvres dans les quartiers lotis que dans les quartiers non lotis. Les indicateurs suivants déterminent la pauvreté dans les milieux lotis : la possession de biens, l'assainissement et le mode de cuisson, tandis que dans les milieux non lotis il faut ajouter les conditions de logement. L'accès à l'eau potable, la mortalité infantile et la fréquentation scolaire sont les domaines dans lesquels les individus sont les moins pauvres dans les deux types de quartiers.

Idriss Okiye Waais (2017), dans son analyse multidimensionnelle de la pauvreté à Djibouti, utilisant la modélisation économétrique, trouve que le niveau d'instruction du chef de ménage, le revenu, la taille du ménage, la situation du quartier de résidence et le milieu de résidence sont des facteurs déterminants de la pauvreté à Djibouti.

### **1.2.3. Situation en RDC**

Dans une étude sur la pauvreté et le chômage en RDC, Jonas Kibala Kuma (2020) met en évidence les facteurs ci-après qui exercent une influence négative sur la pauvreté. Il s'agit de : La baisse du taux de fécondité et de la taille du ménage ; La migration de la main d'œuvre du secteur de l'agriculture (secteur à faible productivité) vers le secteur de services (les transports, le commerce et les services) (secteurs productifs) ; L'accroissement d'emplois salariés ; L'amélioration des résultats scolaires, l'augmentation du nombre des diplômés

d'études supérieures et la diminution du nombre des personnes sans instruction âgées de 6 ans ou plus ; L'accroissement du taux d'accès aux terres arables. Le même auteur souligne que l'étroitesse des marchés locaux et la diminution du nombre de propriétaires d'entreprises non agricoles sont des facteurs qui déterminent la pauvreté.

Akhenaton IZU (2016), démontre que les ménages ruraux et les ménages urbains sont sujets à une forte vulnérabilité à la pauvreté, bien que les ménages ruraux soient légèrement plus vulnérables à la pauvreté que les ménages urbains. Il avance que le phénomène « pauvreté » est chronique car il se transmet de génération en génération et ne résulte pas d'évènements isolés. Ses résultats montrent qu'en milieu rural, le taux de sortie de la pauvreté est de 47,3%, et le taux d'entrée est de 52,75% ; tandis que le taux de sortie de la pauvreté s'établit à 51,85% et le taux d'entrée ressort à 50,5% en milieu urbain.

Dans son étude visant d'apprécier les déterminants de la pauvreté non monétaire en milieu urbain en RDC, Konde Konde J.P., (2016), utilisant la régression logistique, trouve que le niveau d'instruction du chef de ménage, la taille du ménage, le sexe du chef du ménage, le type d'habitat, la nature de toit, les matériaux des murs, le type de toilette, la source d'approvisionnement en eau, l'énergie pour la cuisson et l'éclairage, l'évacuation des ordures sont des déterminants de la pauvreté.

Dans leur rapport sur le diagnostic de l'inclusion financière en RDC, dans le cadre de l'initiative « *Making Access Possible (MAP)* », utilisant les données quantitatives issues de l'enquête des consommateurs connu sous le nom de « *FinScope RDC* » en 2015 et quelques recherches qualitatives sous forme d'entretiens, Mia Thom et al. (2016) ont souligné que 54% des adultes n'utilisent pas de services financiers, 10% des adultes épargnent dans le secteur formel, 17% des adultes épargnent dans le secteur informel et 1% des adultes empruntent auprès d'une institution financière formelle. Ces résultats montrent que les agents en RDC n'ont pas confiance vis-à-vis du secteur formel et s'orientent plus dans le secteur informel.

Les auteurs soutiennent que l'épargne fournit des capitaux pour la croissance et le développement d'un pays. S'appuyant sur les recherches de Collins et al. (2009), ils montrent que les personnes à faible revenu peuvent épargner pour se mettre à l'abri contre le crime, l'accumulation de la richesse, la couverture contre l'inflation (en cas de profits) et contre la tentation de vite transformer son épargne en consommation.

Dans le cadre du rapport final du projet : *Action, Changement, Transformation pour l'Inclusion Financière en RDC*, Monzongo Bongo A. (2022) montre que le secteur de la microfinance est géographiquement réparti de manière inégale, car environ 77% des institutions sont concentrées dans la ville de Kinshasa et les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Kongo Central. Leur offre des services financiers ne permet pas de faire face aux besoins des ménages ruraux où vivent 70% de la population de la RDC.

Les études précitées confirment l'impact de l'inclusion financière (dont l'épargne) dans la lutte contre la pauvreté. Notre étude s'aligne dans cette perspective s'appuyant à la méthodologie adoptée par Diallo & Dramani (2023) d'une part et à la méthodologie de Britta A. et al. (2012) en ce qui concerne l'analyse de l'impact, d'autre part. *L'analyse menée distingue l'épargne du secteur formel ou semi-formel et celle du secteur informel.*

### 1.3. Hypothèses

Compte-tenu de la revue de la littérature, nous formulons les hypothèses suivantes :

H1. Les déterminants de la pauvreté au Kongo-Central sont : le sous-financement de l'éducation, la faiblesse de l'épargne, le manque de perspectives entrepreneuriales, l'âge du chef de ménage, le nombre d'enfants à l'âge de travailler qui sont sans emploi, la non appartenance à un réseau déterminent la pauvreté des ménages ;

H2. Le sous-financement de l'éducation conduirait à la précarité de l'emploi (si l'emploi est précaire, cela) qui conduit à la faiblesse de l'épargne, (puisque l'épargne dépend essentiellement du revenu) qui conduit à la pauvreté monétaire.

### 1.4. Variables de l'étude

#### 1.4.1. Variable dépendante

La variable dépendante c'est la pauvreté du ménage. Elle reste un phénomène qui préoccupe des nations. Elle est calculée en utilisant l'approche de la vulnérabilité économique.

#### 1.4.2. Variables indépendantes

Nous distinguons deux types des variables indépendantes : il s'agit des variables d'intérêts et des variables de contrôle.

❖ **Variables indépendantes d'intérêt**

- L'Education donne à son détenteur l'accès à l'emploi, au revenu et à l'information. Plusieurs études ont mis en évidence l'importance de l'éducation dans la réduction de la pauvreté.
- L'Épargne donne à son détenteur un statut social, elle permet d'accroître le revenu de ménage et par là réduit la pauvreté. Nous distinguons, contrairement aux travaux de Diallo B., & Dramani L., (2023), l'épargne dans le secteur formel ou semi-formel et celle du secteur informel ;
- Le fait de recourir à l'emprunt pour lisser la consommation du ménage peut-être un facteur susceptible d'appauvrir le ménage.

❖ **Variables indépendantes de contrôle**

- L'Age du Chef de ménage : dans la perspective de cycle de vie, il existe une période de la vie de l'individu (âge adulte) dans laquelle l'individu travaille et gagne du revenu. Considérant l'approche Keynésienne de l'épargne, il est plausible de supposer que l'âge est un déterminant de la pauvreté ;
- Le Sexe peut exercer une influence sur la pauvreté dans la mesure où les femmes sont généralement butées à des multiples obstacles qui les empêchent de bénéficier des mêmes opportunités économiques que les hommes (comme par exemple l'accès à l'éducation et aux soins de santé).
- La Taille du ménage peut influencer le statut du ménage. En effet, les ménages qui ont une taille importante peuvent faire face à des obstacles économiques plus importants que les familles plus petites. Dans ce cas, les chefs de ménage sont appelés à faire face aux besoins de membres de leur ménage, notamment en termes d'éducation, de nourriture et de soins de santé ;
- La Situation géographique du ménage serait un facteur déterminant de la pauvreté. En effet, il existerait plusieurs opportunités d'emplois en milieu urbain plutôt qu'en milieu urbano-rural. Ces opportunités sont sources de revenu ;
- La Satisfaction tirée de la profession serait un élément déterminant de la pauvreté. En effet, c'est de son activité que le ménage tire le revenu nécessaire qui lui permet de financer ses dépenses.

Ces variables sont présentées dans le tableau ci-dessous.

**Tableau n°1. Présentation des variables**

VARIABLES	MODALITES	ECHELLES DE MESURE
Pauvreté	1. Pauvre 2. Non Pauvre	Nominale
Epargne dans le secteur formel	1. Oui 2. Non	Nominale
Epargne dans le secteur informel	1. Oui 2. Non	Nominale
Sexe	1. Masculin 2. Féminin	Nominale
Age	Nombre d'années	Cardinale
Niveau d'études	1. Au plus diplômé d'Etat 2. Supérieur et universitaire	Cardinale
Statut professionnel	1. Employé du secteur public et privé 2. Autres	Nominale
Situation géographique	0. Ville portuaire 1. Ville urbano-rurale	Nominale
Être satisfait de sa profession	1. Oui 2. Non	Nominale
Emprunt	1. Oui 2. Non	Nominale
Taille du ménage	Nombre de personnes dans le ménage	Cardinale

Source : Nous-mêmes

## 2. Méthodologie

Comme dit ci-haut, les méthodes d'analyse d'impact consistent à décrire, expliquer, contrôler et prédire les faits, les événements et les conduites. Nous utilisons les données primaires issues de l'enquête réalisée entre janvier et mars 2022. Nous avons recouru aux analyses statistique et économétrique.

L'analyse économétrique est utilisée pour mettre en évidence les facteurs déterminants de la pauvreté des ménages. Au travers de cette analyse nous vérifions si l'éducation et l'épargne jouent un rôle significatif dans la réduction de la pauvreté.

Pour ce faire, nous partons du modèle proposé par Diallo et Dramani (2023). Ces auteurs ont utilisé ce modèle dans une étude portant sur « *l'analyse des effets de l'inclusion financière sur*

la réduction de la pauvreté au Sénégal ». Ils ont spécifié un modèle utilisant l'état de la pauvreté comme variable dépendante, la disposition d'un compte bancaire, d'une épargne et d'un crédit comme des variables d'intérêts et le sexe du chef de ménage, l'âge du chef de ménage, la taille du ménage, le niveau d'instruction du chef de ménage, le milieu de résidence et secteur d'activités comme variables de contrôle.

Cette étude analyse les déterminants de la pauvreté en utilisant le modèle ci-après :

$$Pauvrete = \beta_0 + \beta_1 Eparform + \beta_2 Eparinf + \beta_3 Sexe + \beta_4 Age + \beta_5 Taille + \beta_6 NE + \beta_7 Geo + \beta_8 Sat + \beta_9 emprunt + u$$

Où :

Eparform : l'épargne placée dans le secteur formel ; Eparinf : l'épargne placée dans le secteur informel ; Sexe : le sexe du chef de ménage ; Age : l'âge du chef de ménage ; Taille : la taille du ménage ; NE : le niveau d'études du chef de ménage ; Geo : la localisation géographique du ménage ; Sat : la perception que le chef de ménage a de son activité ; Emprunt : le recours à l'emprunt pour pallier aux dépenses du ménage et u : le terme d'erreur

Notre modèle diffère du modèle de Diallo et Dramani sur quatre points :

- La décomposition de l'épargne en deux secteurs : le secteur formel et le secteur informel. En effet, plusieurs ménages n'ont pas confiance au secteur formel, cette étude veut vérifier l'apport de chaque secteur dans la lutte contre la pauvreté ;
- L'utilisation de l'emprunt au lieu du crédit bancaire. Comme plusieurs ménages n'ont pas accès aux services financiers formels, mais font recours à l'emprunt (crédit informel) pour pallier à l'insuffisance de leurs revenus ;
- L'utilisation de la perception du ménage vis-à-vis de son activité principale en lieu et place du statut professionnel et
- L'intégration de la localisation géographique du ménage.

Compte-tenu du caractère binaire de la variable pauvreté, nous estimons ce modèle en utilisant le modèle logistique. Suivant Nemoyato J.P. (2022), le modèle Logit est utilisé lorsque les variables explicatives ne sont pas normalement distribuées, et parce que ce modèle permet des calculs simples contrairement au modèle Probit.

### 3. Analyse des liens entre éducation, épargne et pauvreté

#### 3.1. Méthodes de détermination des états de pauvreté au Kongo-Central

Cette étude utilise l'approche monétaire de la pauvreté qui englobe les approches des bases et des capacités, et s'appuie sur le taux de vulnérabilité économique. En effet, suivant cet indicateur, le ménage est considéré vulnérable, donc pauvre, si sa consommation alimentaire est déficiente. En d'autres termes, si les dépenses alimentaires représentent plus de 65% des dépenses totales du ménage. Ainsi, cette variable : « pauvreté » prend la valeur 1 si le ménage est pauvre et 0 si le ménage n'est pas pauvre.

Le tableau ci-dessous présente les caractéristiques des ménages du Kongo-central en ce qui concerne le taux de vulnérabilité économique.

**Tableau 2. Taux de vulnérabilité économique**

Statistiques	Valeur
Moyenne	46,4
Ecart-type	16,6
Minimum	11,6
Maximum	90,2
<b>Total</b>	<b>402</b>

Source : notre enquête

Il ressort de ce tableau qu'en moyenne les ménages du Kongo-Central allouent en moyenne 46,4% de leur revenu à la consommation alimentaire, alors que l'enquête E-Quibb (2015) a trouvé un taux de vulnérabilité de 51,2%. Ceci montre qu'il y a une légère amélioration de la situation en 2022 par rapport à 2015.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence de la pauvreté au Kongo-Central.

**Tableau 3. Répartition des ménages enquêtés selon l'état de pauvreté.**

Nature du ménage	Effectifs	Fréquences
Pauvre	55	14
Non Pauvre	347	86
<b>Total</b>	<b>402</b>	<b>100</b>

Source : Notre enquête

Il ressort du tableau ci-dessus que l'incidence de la pauvreté dans le Kongo-Central est de 14% si l'on considère l'approche de vulnérabilité économique.

### 3.2. Analyse économétrique des déterminants de la pauvreté

Le tableau ci-dessous présente les résultats de l'estimation économétrique des déterminants de la pauvreté.

**Tableau 4. Analyse économétrique des déterminants de la pauvreté**

Variables	Coefficient
Constante	-4,6747*** [1,1845]
Eparform	-0,0061** [0,0030]
Eparinf	0,3498 [0,3993]
Sexe	0,3563 [0,4740]
Age	-0,0134 [0,0161]
NE	-0,5117 [0,4358]
Taille	0,1512* [0,0822]
Geo	1,0823* [0,6487]
Sat	1,0418** [0,4181]
Emprunt	1,1191** [0,5306]
Pseudo R <sup>2</sup>	0,18
Wald chi <sup>2</sup>	43,14***
H-L	11,2656 (0,1871)
Prédictions fausses	12,12

Source : nous-mêmes

Le tableau ci-dessus indique une relation négative entre l'épargne placée dans le secteur formel et la pauvreté des ménages. Ceci revient à dire que l'épargne placée dans le secteur formel agit sur la réduction de la pauvreté des ménages. En effet, un accroissement du nombre de compte d'épargne dans le secteur formel entrainerait une diminution de la pauvreté. Comme l'a souligné Diallo et Dramani (2023), l'épargne joue un rôle déterminant dans la

réduction de la pauvreté car elle permet aux agents économiques de disposer de ressources financières en cas de besoin et de se protéger contre les risques économiques.

L'épargne placée garantit à son détenteur l'accès à plusieurs services financiers, ceux-ci permettent l'amélioration des conditions de vie du ménage. Garnier et Thesmar (2009) affirment que l'objectif premier de la politique de l'épargne est l'optimisation du bien-être des ménages dans la perspective de cycle de vie. Ceci suppose que l'épargne doit être bien investie afin de financer les investissements rentables, qui ont un impact visible dans la création d'emploi et donc dans la réduction de la pauvreté.

Le fait de disposer d'une épargne à la maison ou dans une structure informelle n'est pas significatif. En effet, cette épargne n'est pas généralement bien affectée et ne bénéficie pas des différents avantages qu'offrent les services financiers. Généralement, il n'y a pas d'études de faisabilité, pas d'encadrement nécessaire, ...

Le deuxième coefficient significatif est celui associé à la taille du ménage et son signe est positif. Ceci signifie que la taille du ménage est un facteur qui appauvrit les ménages. En effet, il ressort de cette étude que les ménages ont au moins un membre de leur ménage qui est sans emploi. Plus ce nombre augmente, plus élevé sera la vulnérabilité du ménage, ce qui le conduit ou le maintient dans la pauvreté. Un autre facteur qui peut constituer une charge pour le ménage est le nombre d'enfants scolarisés. Plus le ménage doit investir dans la scolarité des enfants, plus élevés sera la pression sur son revenu, ce qui peut rendre le ménage vulnérable et par conséquent pauvre.

Le troisième coefficient significatif est celui associé à la localisation géographique du ménage et son signe joue en faveur des ménages qui évoluent dans le milieu urbain (ville portuaire). Comme dit plus haut, il existe plusieurs opportunités dans des villes portuaires que dans des milieux urbano-ruraux. Il est important de développer des activités susceptibles de relever les activités en milieu Urbano rural. Parmi les stratégies, il y a l'éducation financière des ménages et l'encadrement des agents surtout dans le domaine agricole.

Le quatrième coefficient significatif est celui associé à la perception du ménage vis-à-vis de son activité (son occupation quotidienne) et son signe est positif. Ceci signifie que le fait de ne pas être satisfait de son activité principale est un facteur déterminant de la pauvreté. Les ménages aspirent à une situation meilleure et n'arrivent pas à y accéder.

Le dernier coefficient significatif est celui associé à l'emprunt et son coefficient est positif. Contrairement aux résultats obtenus par Diallo et Dramani (2023), résultats qui mettent en évidence l'effet significatif du crédit bancaire sur la réduction de la pauvreté, l'emprunt dans le secteur informel augmente le coût de la vie et rend le ménage vulnérable et donc pauvre. En effet, il faut noter que la plupart des ménages qui font recours à l'emprunt informel supportent des coûts très élevés en termes d'intérêt, ce secteur n'étant pas règlementé.

L'épargne dans le secteur informel, le sexe du chef de ménage, l'âge du chef de ménage et le niveau d'instruction (bien qu'avec un signe négatif) ne sont pas significatifs dans l'explication des états de pauvreté des ménages au Kongo-Central.

Le modèle estimé est bon, car les coefficients sont globalement significatifs au seuil de 1% comme l'indique le test du rapport de vraisemblance et la statistique de Hosmer et Lemeshow (la probabilité étant de 11,27%, donc supérieur au seuil de 5%). Ceci signifie qu'au moins une des variables a une influence sur la pauvreté de ménage. Au seuil de 5%, le tableau de prédiction en annexe montre que le pourcentage de prédictions fausses est de 12%.

### 3.3. Analyse d'impact

Britta Augusburg & al. (2012) ont utilisé la méthode d'évaluation d'impact dans le cadre d'une étude sur la microfinance, pauvreté et éducation.

#### 3.3.1. Impact de l'éducation sur l'épargne

Nous utilisons le test de différence d'échantillonnage pour cerner l'impact de l'éducation sur l'épargne.

Nous considérons deux groupes : le groupe des plus instruits et ceux des moins instruits, c'est-à-dire qui n'ont pas eu l'accès aux études supérieures.

Le tableau ci-dessous présente les résultats du test de différence d'échantillonnage de proportion.

**Tableau 5. Différence simple des proportions**

Groupe	Obs.	Moyenne	Ecart-type	Intervalle de confiance (95%)
Plus instruits	257	0,3230	0,0292	0,2658 - 0,3801

Moins instruits	145	0,5655	0,0412	0,4848 – 0,6462
Différence		-0,2426	0,0505	-0,3414 – 0,1437
Z-Stat	402	-4,7475*** (0,000)		

Source : Nous-mêmes

L'impact est mesuré en faisant la différence entre la moyenne des moins instruits et celle des plus instruits.

$H_0$  :  $\text{diff}=0$  : le comportement d'épargne ne diffère pas entre les plus instruits et les moins instruits.

$H_1$  :  $\text{diff}\neq 0$  : le comportement d'épargne diffère entre les plus instruits et les moins instruits.

La statistique z est de l'ordre de -4,7475 à laquelle est rattachée une probabilité critique de 0,0 inférieure à 1%, nous rejetons donc l'hypothèse nulle, c'est-à-dire les deux échantillons ne sont pas les mêmes. Le comportement d'épargne diffère selon que l'on est plus instruit ou moins instruit. Bon niveau d'éducation conduit au meilleur emploi et donc au revenu meilleur, ce qui influence le comportement d'épargne des ménages. Le test de différence d'échantillonnage indique que l'éducation impacte la proportion des ménages qui épargnent de 24%. Au travers de ce résultat, il est plausible de dire : « *dis-moi ton niveau d'éducation, je te dirai quel est ton comportement en matière d'épargne* ». Nous confirmons à ce niveau que le niveau d'éducation influe sur la décision d'épargner dans le secteur formel.

### 3.3.2. Impact de l'épargne sur la pauvreté

Nous mesurons cet impact à deux niveaux. Nous commençons par tester l'effet de l'épargne sur l'état de la pauvreté du ménage, ensuite nous testons l'impact de la décision d'épargner sur la consommation du ménage (qui est indicateur du bien-être). A ce stade, nous considérons deux groupes : le premier groupe est composé des ménages qui n'ont pas de compte d'épargne dans le secteur formel ou semi-formel et le second groupe est composé de ceux qui en ont.

Le tableau ci-dessous présente le test de différence de proportions en matière de pauvreté.

**Tableau 6. Différence des proportions en matière de pauvreté**

Groupe	Obs.	Moyenne	Ecart-type	Intervalle de confiance (95%)
Non pauvre	347	0,4380	0,0266	0,3858 – 0,4902
Pauvre	55	0,2364	0,0573	0,1241 – 0,3486
Différence		0,2017	0,0631	0,0779 – 0,3255
Z-Stat	402	2,8249*** (0,0047)		

Source : Nous-mêmes

L'impact est mesuré en faisant la différence entre la moyenne des non épargnants et celle des épargnants.

$H_0$  :  $\text{diff}=0$  : il n'y a pas de différence entre ceux qui épargnent dans le secteur formel et ceux qui n'épargnent pas.

$H_1$  :  $\text{diff}\neq 0$  : Il y a une différence entre les deux groupes.

La statistique Z qui est de 2,8249 à laquelle est attachée une probabilité critique de 0,0047 inférieure à 1%, *nous rejetons l'hypothèse nulle, c'est-à-dire l'épargne dans le secteur formel influe sur la pauvreté des ménages. La décision d'épargner réduit la proportion des pauvres de l'ordre de 20,17%. Ainsi, l'épargne joue un rôle important dans la réduction de la pauvreté.*

### 3.3.3. Impact de l'épargne sur le bien-être des ménages

Après avoir mesuré l'impact de l'épargne sur la pauvreté, le tableau ci-dessous présente l'impact de l'épargne sur le bien-être des ménages (en utilisant les dépenses totales).

**Tableau 7. Différence simple des moyennes de dépenses du ménage**

Groupe	Obs.	Moyenne	Ecart-type	Intervalle de confiance (95%)
Epargnant	165	316,2	16,229	284,155 – 348,24
Non épargnant	235	267,7447	11,1471	245,78 – 289,71
Combiné	400	287,73	9,428	269,1969 – 306,27

Différence		48,455	19,022	-85,85 - -11,059
t-Stat		2,5473** (0,0112)		

Source : Nous-mêmes

H0 : Il n'existe pas de différence entre les deux groupes

H1 : Il existe une différence entre les deux groupes.

Comme la statistique t de student est de l'ordre de 2,5473 à laquelle est associée une probabilité critique de 0,0112 inférieure à 5%, nous rejetons l'hypothèse nulle. Il y a donc différence des dépenses entre ceux qui épargnent dans le secteur formel et ceux qui n'épargnent pas et l'impact de l'épargne est de l'ordre de 48, 45 USD.

### 3.4. Discussion des résultats

L'analyse économétrique montre que l'épargne du secteur formel exerce un effet sur l'état de pauvreté des ménages alors que l'épargne dans le secteur informel est non significative. Ce résultat est conforme à celui trouvé par Diallo et Dramani (2023), Koomson et al. (2020), Alioune Niang (2023) et Britta A. et al. (2012) pour qui, l'accès aux services financiers formels est déterminant pour réduire l'état de la pauvreté et favorise le développement économique et social. Le ménage qui veut sortir de la pauvreté doit se créer une place dans le système financier formel ou semi-formel car l'analyse montre que l'épargne détenue à la maison, à la tontine et/ou dans les gardes fonds n'est pas significative.

De ces analyses, nous remarquons également une incidence de l'emprunt informel sur la pauvreté des ménages. D'après Mia Thom et al. (2016), 1% des adultes empruntent auprès d'une institution formelle, ce qui corrobore nos résultats. En effet, le secteur informel n'est pas réglementé. Nombreux sont des ménages qui sont plongés dans le cercle vicieux d'endettement dans le secteur informel. Ce secteur utilise des taux d'intérêt très élevés, ces taux peuvent dépasser 50% le mois, alors que dans le secteur formel, il est rare de trouver un taux d'intérêt de 35% l'an. Sortir de la pauvreté devrait passer également par une réglementation de ce secteur qui appauvrit les ménages.

La régression logistique a permis d'identifier la taille du ménage comme déterminant de la pauvreté. Ces résultats sont conformes à ceux trouvés par Jonas Kibala (2020), pour qui la

taille du ménage et l'accroissement de la population maintiennent la pauvreté. Ces résultats furent trouvés également par Konde Konde Jean Paul (2016) et Idriss Okiye Waais (2017).

La situation géographique est également un déterminant de l'état de la pauvreté des ménages au Kongo-Central. Suivant Akhenaton Izu (2016), les ménages ruraux sont légèrement plus vulnérables et pauvres que les ménages urbains. Ceci sans doute à cause des multiples opportunités qu'offrent les villes portuaires.

Le sexe influence également l'état de la pauvreté des ménages. Ce sont des ménages dirigés par des femmes qui sont plus vulnérables et donc pauvres. Ces résultats corroborent les résultats trouvés par Diallo et Dramani (2023) et Konde Konde J.P (2016).

L'analyse de l'évaluation de l'impact montre clairement que l'éducation impacte sur la décision d'épargner et que celle-ci exerce une influence sur la pauvreté et la consommation du ménage. *Nous confirmons notre hypothèse principale, selon laquelle le sous-financement de l'éducation conduit à la précarité de l'emploi (si l'emploi est précaire), ce qui conduit à la faiblesse de l'épargne, qui conduit à la pauvreté monétaire.*

## Conclusion

Cet article avait pour objet d'évaluer l'impact de l'éducation sur la faiblesse de l'épargne, ce qui conduit à la pauvreté et d'analyser la situation de la pauvreté au Kongo-Central.

Pour atteindre ces objectifs, nous avons calculé le seuil de pauvreté monétaire, déterminé par le taux de vulnérabilité économique. Il est de 13,7%.

L'analyse des déterminants de la pauvreté dans le Kongo-Central a été réalisée en utilisant l'approche économétrique de régression logistique, avec l'état de la pauvreté comme variable dépendante.

Il se dégage de l'étude que l'épargne dans le secteur formel ou semi-formel, la taille du ménage, la situation géographique du ménage, la perception du chef de ménage en ce qui concerne son activité principale et l'emprunt dans le secteur informel sont des déterminants de l'état de la pauvreté au Kongo-Central.

L'analyse de l'évaluation de l'impact montre clairement que l'éducation impacte sur la décision d'épargner et que celle-ci exerce une influence sur la pauvreté et la consommation du ménage. Nous confirmons notre hypothèse principale, selon laquelle *le sous-financement de*

***L'éducation conduirait à la précarité de l'emploi (si l'emploi est précaire), ce qui conduit à la faiblesse de l'épargne, qui conduit à la pauvreté monétaire.***

Les études qui ont travaillé sur l'inclusion financière dans la lutte contre la pauvreté utilise l'épargne comme facteur susceptible de réduire la pauvreté. Cette étude décompose l'épargne des ménages en épargne formelle et épargne informelle. En distinguant l'épargne du secteur formel à celle du secteur informel, la présente étude a permis de montrer l'importance de l'épargne placée et propose, d'un point de vue opérationnel, la réglementation du secteur informel, ce pour canaliser l'épargne dans le secteur productif. Un autre apport est celui lié à la culture. Cette étude met en évidence le fait que les aspects culturels déterminent le comportement d'épargne. Il n'existe pas, à notre connaissance, suffisamment d'études sur le rôle de l'épargne dans la lutte contre la pauvreté au Kongo-Central. Cette étude est parmi les premières études dans cette partie de la RDC.

L'étude a montré que la culture est un facteur déterminant de l'épargne mais n'analyse pas en profondeur la situation par groupe ethnique. Les études postérieures pourront creuser et déterminer quel groupe ethnique épargne plus que les autres groupes. Aussi, les études postérieures pourront mobiliser la théorie du capital social pour expliquer la différence dans le comportement des ménages en matière de l'épargne.



## Bibliographie

Abdallah A. & Amouzouvi K. (2007), *Profil de la pauvreté et de la vulnérabilité au Togo*, version 1, PNUD.

Akhenaton IZU (2016), *Analyse de la robustesse et de la vulnérabilité à la pauvreté en RDC*, Munich Personal RePEc Archive, MPRA Paper No. 74749.

Alain Dumas (2019), *Combien nous coûte la pauvreté ?*, Economie, enjeux sociaux, <https://gazettemauricie.com/combien-nous-coute-la-pauvrete/> consulté le 27/90/2023

Alyson Falcucci (2012), *La microfinance et son impact sur la pauvreté dans les pays en développement*. Economies et finances. dumas-00759892

Atchi K., (2022), *Effet de l'inclusion financière sur la pauvreté multidimensionnelle au Togo*, Revue internationale des économistes de langue française, vol 7, n°1, pp. 197-214

Britta A. & ali. (2012), *Microfinance, poverty and education*, NATIONAL BUREAU OF ECONOMIC RESEARCH, Cambridge. <http://www.nber.org/papers/w18538>

Chowdhury R., et al. (2018). *Predicting credit risk for microfinance clients: A comparative study using machine learning algorithms*. Journal of Enterprise Information Management, 31(1), 108-123.

Dang H. & Lanjouw P. (2022), *Mesurer la dynamique de la pauvreté avec des panneaux synthétiques basés sur les sections transversales répétées*, GLO Discussion paper, n°1213, Organisation Mondiale du Travail, Essen.

Diallo B. & Dramani L., (2023), *Analyse des effets de l'inclusion financière sur la réduction de la pauvreté au Sénégal*, Alternatives Managériales et Economiques, vol. 5, n°3, pp. 622-640

Idriss Okiye Waais (2017), *Analyse multidimensionnelle de la pauvreté : le cas de Djibouti*, Economies et finances. Université Bourgogne Franche-Comté, Français. NNT: 2017UBFCB001. tel01780583

Idrissa OUILI, et al., (2020), *Dynamique des inégalités et de la pauvreté multidimensionnelle à Nouna*, Papier de recherche, Agence Française de Développement, n°157.

INS (2016), *Enquête avec questionnaire unifié à l'indicateurs de base de bien-être*, E-QUIBB/RDC 1-2016, Ministère du Plan, RDC.

Jabir MI, Mensah L, & Gyeke-Dako A., (2017), *Financial inclusion and poverty reduction in subSaharan Africa*. Afr Fin J 19 :1–22

Kibala K. (2020), *Pauvreté et chômage en RDC : Etat des lieux, analyses et perspectives*, Centre de recherches économiques et quantitatives, hal-02909695.

Konde J.P., (2020), *Consommation d'énergie électrique et pauvreté des ménages urbains en République Démocratique du Congo*, thèse de doctorat, FASEG, UNIKIN, inédit.

Konde J.P., (2016), « *Les déterminants de la pauvreté non-monétaire en République Démocratique du Congo* » MPRA Paper 74995, University Library of Munich, Germany.

Koomson I., et al., (2020). *Effect of Financial Inclusion on Poverty and Vulnerability to Poverty: Evidence Using a Multi-Dimensional Measure of Financial Inclusion*. Social Indicators Research. 10.2139/ssrn.3518908.

Fernand V., (1994), *Financer autrement*, volume I, éd Rafad, Genève – suisse.

Li, Y., et al. (2020). *A deep learning model for credit scoring using credit report data*. Expert Systems with Applications, 146, 113175.

Mansesa Kiakumba G. (2023) « *Facteurs déterminants du sous-financement de l'éducation au Kongo-Central*», Revue Internationale du Chercheur «Volume 4 : Numéro 3» pp : 949 – 975

Mansesa Kiakumba G. (2013), *Epargne et bien-être des ménages en milieu rural en République Démocratique du Congo : cas des cités d Mbanza-Ngungu et Kisantu dans la province du Bas-Congo, une analyse macro et micro-économique*, Mémoire de DEA/NPTCI, FASEG, UNIKIN, inédit.

Martin B. (2012), "*Quelles « mesures » pour quantifier la pauvreté ? Les indicateurs produits par les organisations internationales*", CERISCOPE Pauvreté, [en ligne], consulté le 27/09/2023, URL : <http://ceriscope.sciences-po.fr/pauvrete/content/part1/quelles-mesures-pour-quantifier-la-pauvrete>

Mbaye, A. N. (2023). *L'inclusion financière face au gouffre de la pauvreté et de l'exclusion*, *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, vol. 4, pp. 48-68. <https://doi.org/10.5281/zenodo.7785942>

Mckinnon R. (1973), *Money and capital in economic development*, The Brookings institution. Washington DC.

Mia Thom, et al., (2016), *Rapport sur l'inclusion financière en RDC*, feuille de route de l'inclusion financière 2016-2021, MAP



Mohammed S. et al. (2017). Financial inclusion and its determinants: Evidence from Eastern and Southern African countries. *Journal of African Business*, 18(3), 320339.

Monzongo Bongo A. (2022), *Rapport final du projet Action, Changement, Transformation par l'Inclusion Financière en RDC*, PNUD et UNCDF.

Nemoyato J.P., (2022), *Sécurité alimentaire en RDC : Volonté politique de l'Etat et adhésion des partenaires, cas de la Province du Bas-Uélé*, Thèse de doctorat, FASEG, Université de Kinshasa, inédit.

Sene. M., et al., (2023) « L'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Sénégal », *Revue Française d'Economie et de Gestion* «Volume 4 : Numéro 12» pp :75 – 92.